

Le CRDI en Bolivie

Il y a plus de 30 ans que le CRDI soutient, en Bolivie, des travaux de recherche et des mesures de renforcement de la capacité des chercheurs d'influer sur l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques. Les travaux qu'il y a appuyés ont porté sur divers sujets, dont les soins de santé, l'éducation, la gestion participative des ressources naturelles et la convergence des nouvelles technologies. Plus récemment, le CRDI y a financé des recherches qui ont exercé un effet durable sur le pays, en aidant à forger un vaste consensus en faveur d'une nouvelle loi nationale respectant les droits communaux traditionnels relatifs à l'eau.

En 2005, après des décennies de gouvernements de coalition, Evo Morales est devenu le premier président de la Bolivie à recueillir une majorité de voix. Or, son gouvernement se doit, avec l'appui de regroupements de peuples autochtones et de mouvements sociaux, de parvenir à intégrer les droits et les pratiques traditionnels à ses stratégies de développement national tout en stimulant la croissance économique.

La gestion des ressources naturelles va de pair avec ces deux enjeux : elle a longtemps été à l'avant-plan du programme politique de la Bolivie et le point de mire des activités financées par le CRDI. C'est que l'accès et les droits aux ressources ont souvent suscité des conflits chez les utilisateurs de même qu'entre le gouvernement et la société civile. De fait, en 2000 et 2005, des manifestations contre les concessions d'eau à des sociétés étrangères ont paralysé le pays. L'exclusion sociale et la pauvreté généralisée — les deux tiers de la population bolivienne vivent sous le seuil de la pauvreté — exacerbent les tensions

engendrées par l'utilisation de la ressource et rendent encore plus essentielles l'adoption de lois et la création d'institutions consensuelles.

De plus, en zone rurale, les habitants doivent rivaliser avec les entreprises, les grandes sociétés minières et les centrales hydroélectriques pour obtenir de l'eau à des fins d'irrigation et de consommation domestique. Depuis 2002, cependant, Agua Sustentable, l'entité de recherche de la Comisión para la Gestión Integral del Agua en Bolivia (CGIAB) coordonne les recherches que finance le CRDI sur les droits à l'eau en milieu rural. L'équipe de recherche a utilisé un modèle de simulation mathématique pour proposer des modalités de distribution de l'eau susceptibles d'être acceptées par tous les utilisateurs. Ces constatations ont légitimé les droits traditionnels sur l'eau et permis leur intégration à la nouvelle loi sur l'irrigation adoptée en 2004. Cette loi est une réalisation remarquable à la lumière du fait que 32 tentatives précédentes pour conclure un accord relatif à une loi bolivienne sur l'eau avaient échoué. Le CRDI appuie maintenant une deuxième phase du projet visant à peaufiner les méthodologies et à les mettre à l'essai dans des conditions plus complexes.

Au début de 2006, le nouveau gouvernement de la Bolivie a créé un ministère de l'Eau pour coordonner et encadrer les dossiers relatifs à la ressource. Agua Sustentable a participé activement aux débats ayant mené à la création de ce ministère et a eu son mot à dire dans sa conception. D'ailleurs, le premier vice-ministre bolivien chargé des services de base, René Orellana, faisait auparavant partie de l'équipe de recherche d'Agua Sustentable.

Le CRDI en Bolivie

En outre, dès que seront achevés les travaux entrepris par l'organisation ProAgro, un partenaire bolivien du CRDI, le nouveau ministère bénéficiera des résultats d'une analyse des effets qu'ont sur les femmes les droits communautaires et individuels sur l'eau. ProAgro a en effet gagné le soutien du CRDI à ces travaux en remportant l'un de ses concours de recherche sur les droits de la femme et la décentralisation.

Des recherches en faveur du renforcement des capacités des municipalités de planifier leur propre développement économique durable comptent également parmi les activités financées par le Centre en Bolivie. D'autres partenaires se concertent, en outre, pour y trouver des façons de faire participer les citoyens aux décisions sur les soins de santé. En outre, deux initiatives régionales — que coordonnent des organisations boliviennes — y ciblent la technologie, l'une évaluant l'état de préparation des nations andines aux possibilités et aux défis associés à la nanotechnologie, la biotechnologie et les technologies de l'information et des communications (TIC) et l'autre, s'attaquant à la nécessité d'éliminer en toute sécurité les ordinateurs désuets et les autres déchets électroniques.

Le CRDI finance également un programme régional que met en oeuvre la Fundación para la Investigación Estratégica en Bolivia (PIEB — fondation de recherche stratégique en Bolivie) et qui consiste à gérer un programme de bourses d'études et à sensibiliser des professionnels de la gestion des ressources naturelles aux sexes spécifiques en Bolivie, en Équateur et au Pérou.

Par ailleurs, de 2000 à 2006, un consortium de cinq organisations boliviennes, sous la direction de la Fundación TIERRA, à La Paz, a analysé les répercussions du nouveau régime foncier issu de la réforme agraire de 1952 sur l'accès aux ressources naturelles des Boliviens et des Boliviennes vivant en milieu rural. Les chercheurs subventionnés par le CRDI ont constaté qu'à l'encontre de ce qu'autorise l'actuel régime cadastral, les paysans aspirent à la propriété personnelle et collective des ressources communes, de même qu'à la propriété personnelle de parcelles individuelles. Ils ont donc organisé des ateliers pour communiquer ces résultats aux autorités des comtés chargées de la réforme du régime foncier. À l'heure actuelle, avec l'aide du CRDI, la fondation surveille la réforme du régime foncier et la

réforme agraire qu'opère le gouvernement afin de repérer et de combler les lacunes dans les connaissances des divers intervenants.

Les villes boliviennes doivent également relever des défis sociaux et environnementaux de plus en plus imposants à mesure que s'étendent leurs zones périurbaines. Ainsi, à Cochabamba, une équipe de recherche s'attaquera, au milieu de 2007, à la question de la gestion des déchets dans un lieu d'enfouissement. Ces travaux, qui porteront sur la façon de conférer une certaine dignité au travail des éboueurs dont le dépotoir assure la survie et d'améliorer la vie dans les quartiers environnants, devraient également intéresser les autres villes latino-américaines.

En somme, l'appui du CRDI a eu pour effet de mettre en rapport les chercheurs boliviens avec leurs collègues andins et de les faire sortir des universités pour intervenir au sein de la collectivité. Il a valorisé le savoir traditionnel en agriculture et a contribué à la préservation de la biodiversité et à une meilleure compréhension des facteurs socioéconomiques et des forces du marché en agriculture, surtout dans la région de l'Altiplano.

En outre, une bonne part des premières recherches agricoles appuyées par le CRDI ont culminé dans un effort, à la fin des années 1990, visant à permettre la culture commerciale de certains produits de l'Altiplano. Les chercheurs savaient, grâce à leurs travaux antérieurs, que le quinoa offrait le plus grand potentiel d'expansion. Le développement des marchés et une nouvelle usine agro-industrielle ont donc créé de l'emploi pour les producteurs agricoles, les transformateurs et les personnes engagées dans la commercialisation, dans la région du lac Titicaca.

Bref, depuis 1975, le CRDI a financé, à raison d'un peu moins de 25 millions CAD, 98 projets de recherche menés en Bolivie, à certains desquels ont participé plusieurs pays. Dix activités, financées à la hauteur de 3,7 millions CAD, y sont actuellement en voie de réalisation.

QUELQUES PROJETS

Un terrain d'entente pour la gestion de l'eau

En réaction aux conflits relatifs à l'eau qui ont engendré une crise politique en 2000, le gouvernement de la Bolivie a sollicité la participation des organisations de la société civile et du

secteur privé pour élaborer un nouveau projet de loi sur l'eau.

Une phase précédente de ce projet a permis à la Comisión para la Gestión Integral del Agua en Bolivia (CGIAB) de saisir cette occasion d'influer sur les politiques. La CGIAB a réalisé un relevé des droits sur l'eau dans deux régions rurales et a simulé des scénarios d'accès à l'eau au moyen de modèles mathématiques informatisés. La recherche a révélé que la propriété collective coutumière de la ressource, à de multiples fins, permettrait une utilisation plus efficace de l'eau que la démarche privilégiée par le gouvernement. Les constatations ont fait l'objet de discussions approfondies avec les membres de la collectivité et les dirigeants des mouvements sociaux, et ont inspiré l'élaboration de la loi sur l'irrigation adoptée en octobre 2004, qui reconnaît les droits traditionnels sur l'eau des collectivités autochtones et agricoles.

Dans le cadre de la deuxième phase, Agua Sustentable, l'entité de recherche de la CGIAB, veut étendre et renforcer la capacité des organismes gouvernementaux de mettre en oeuvre la politique nationale sur l'eau. Les chercheurs travaillent donc à la mise au point d'une méthodologie et d'outils d'attribution des droits sur l'eau en vertu de la nouvelle loi. Ils en font l'essai, par ailleurs, et les évaluent dans des contextes plus complexes, dont un bassin hydrographique international et un vaste cours d'eau à usage multiple.

(Projet n° 102884 – Réglementation des droits issus de la Loi sur l'eau (Bolivie) – phase II; période visée : 2005–2008; contribution du CRDI : 446 130 CAD; personne à contacter au CRDI : Merle Faminow; partenaire de recherche : Juan Carlos Alurralde, Agua Sustentable, CGIAB, Andrés Muñoz 2495, BP 13078, La Paz, Bolivie. Tél. : +591-2-215-1744; courriel : oso@aguaboliivia.org ou cgiab@aguaboliivia.org)

Les administrations municipales et le développement économique local

Au cours de la dernière décennie, la décentralisation à laquelle a procédé la Bolivie a conféré aux municipalités une plus grande responsabilité en matière de développement économique. Cette recherche vise donc à déterminer comment les municipalités boliviennes peuvent jouer un rôle actif dans les efforts nationaux de réduction de la pauvreté en devenant les moteurs de leur propre développement durable.

Cette phase pilote du projet a fait appel à la participation de l'Atlantic Community Economic Development Institute (ACEDI), de Halifax, au Canada, et de deux organismes boliviens, le Centro de Servicios Agropecuarios Técnicos de Chuquisaca (CESATCH) et une association de municipalités du département de Pando. En collaboration avec des responsables municipaux et d'autres intervenants locaux de 14 municipalités, les chercheurs ont élaboré et mis à l'essai un outil participatif de collecte de données permettant de repérer les ressources locales susceptibles d'être mises à profit pour le développement durable.

Le projet pilote a suscité l'intérêt du ministère du Développement municipal et de la Fédération bolivienne des associations municipales, qui collaborent désormais avec 30 administrations municipales pour achever la cartographie des ressources et élaborer et mettre en oeuvre des plans de développement économique qui permettent de réduire les pratiques non durables et qui favorisent l'égalité entre les sexes et la participation de la société civile. Les partenaires se chargent, quant à eux, de faire connaître les outils, les banques de données et les résultats du projet aux 314 municipalités du pays.

(Projet n° 102217 — Vers une stratégie de municipalités productives; période visée : 2003–2006; contribution du CRDI : 616 356 CAD; personne à contacter au CRDI : Gisèle Morin-Labatut; partenaires de recherche : René Zambrana, Federación de Asociaciones Municipales de Bolivia, Av. Ecuador #2694, Sopocachi, La Paz, Bolivie. Tél. : +591-2-212-5362; Juan Tellez, Atlantic Community Economic Development Institute, 22 Northcliff Lane, Halifax (Nouvelle-Écosse) Canada B3M 2Z6. Tél. : +1-902-445-0855; courriel : juan@cedinstitute.ca)

La participation sociale aux soins de santé

La plupart des pays d'Amérique latine décentralisent les soins de santé dans un contexte de renouvellement d'intérêt pour les soins de santé primaires. Bien que les gouvernements appuient en principe la participation des citoyens à la planification des soins de santé, les décideurs disposent de très peu d'information ou d'analyses sur la façon de faire. Le CRDI a donc financé deux ateliers, en 2004 et 2005, qui ont permis aux membres du marché commun de l'Amérique latine, le MERCOSUR, de cerner les besoins de recherche sur le rôle que joue la participation des citoyens dans la planification des soins de santé à l'échelle nationale et régionale.

Le CRDI en Bolivie

L'Instituto de la Salud, Medio Ambiente, Economía y Sociedad, en Argentine, a animé les ateliers. Il coordonne maintenant les équipes nationales de chercheurs, de décideurs et de représentants de la société civile de l'Argentine, du Paraguay et de l'Uruguay (membres du MERCOSUR) de même que de la Bolivie (en voie d'y adhérer). Ils analysent les schémas de la participation sociale dans le secteur de la santé et la façon dont elle peut améliorer les soins. Cet effort contribue également au projet de création d'un observatoire de la participation des citoyens à la santé au sein du MERCOSUR, qui agirait comme tribune régionale pour l'analyse et la mise en commun de l'information sur les soins de santé.

(Projet n° 103569 – Participation sociale à la santé au sein du MERCOSUR; période visée : 2006–2008; contribution du CRDI : 408 000 CAD; personne à contacter au CRDI : Roberto Bazzani; partenaire de recherche : Ismael La Palma, ISALUD, 925/31 Venezuela, Buenos Aires, Argentine. Tél. : +54-11-4775 3601; courriel : ilapalma@fibertel.com.ar)

Une trousse à outils pour les déchets électroniques

Certes, la région de l'Amérique latine et des Caraïbes est en retard sur les pays en développement quant à l'utilisation des TIC, mais le fossé numérique y rétrécit néanmoins. À l'instar du monde développé, la région doit arriver à éliminer en toute sécurité une quantité d'ordinateurs et de composants des TIC qui ont achevé leur vie utile. Cet équipement contient en effet des substances, comme le polychlorure de vinyle (PVC), et des métaux lourds, qui peuvent devenir dangereux s'ils ne sont pas éliminés comme il se doit.

C'est pourquoi la Quipus Cultural Foundation (QCF) intervient pour contrer cette menace à l'environnement et empêcher la région de devenir un dépotoir de déchets électroniques importés. Elle a entrepris un travail de recherche d'une année visant à produire et à diffuser une trousse à outils commode pour sensibiliser les utilisateurs d'ordinateurs aux méthodes responsables d'élimination des déchets électroniques. D'ailleurs, la trousse comprendra en outre des renseignements sur la façon d'exploiter un centre de recyclage. La QCF prévoit également organiser un atelier international afin de définir les bonnes pratiques d'élimination et les autres mesures à prendre à cet égard, lequel réunira des intervenants clés, des partenaires et des décideurs de la région.

(Projet n° 103829 – Trousse à outils pour l'élimination des déchets électroniques en Amérique latine et dans les Caraïbes; période visée : 2006–2008; contribution du CRDI : 230 700 CAD; personne à contacter au CRDI : Angélica Ospina; partenaire de recherche : Peter McFarren, Quipus Cultural Foundation, 448 Pasaje Jauregui, Casilla 1696, E, La Paz, Murillo, Bolivie. Tél. : +591-231-4530; courriel : mcfarren@entelnet.bo)

Pour un complément d'information, prière de communiquer avec le Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes du CRDI.

Adresse : Avenida Brasil 2655, 11300, Montevideo, Uruguay
Tél. : +598-2-709-0042
Télééc. : +598-2-708-6776
Courriel : lacroinf@idrc.org.uy
Site Web : www.idrc.ca/lacro

Décembre 2006

WWW.CRDI.CA

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), un organisme canadien, est l'un des chefs de file de la production et de l'application de nouvelles connaissances pour relever les défis du développement international. Depuis plus de 35 ans, le CRDI travaille en étroite collaboration avec les chercheurs des pays en développement pour créer des sociétés en meilleure santé, plus équitables et plus prospères.

Centre de recherches pour le développement international

CP 8500, Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9

Adresse municipale : 250, rue Albert, Ottawa (Ontario) Canada K1P 6M1

Tél. : 613-236-6163

Télééc. : 613-238-7230

Courriel : info@crdi.ca